

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 18 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Laboratoires GOEMAR

Parc métropolitain Atalante
CS 41908
35400 Saint-Malo

Références : UD35 / 2025-210
Code AIOT : 0005517152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement Laboratoires GOEMAR implanté Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Laboratoires GOEMAR
- Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets
- Code AIOT : 0005517152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Goëmar est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'agriculture, à partir d'algues.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 9 Mélange incompatible
- Risque incendie
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Utilisation de nitrate d'ammonium et d'acide chlorhydrique	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stockages des produits chimiques dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockages des produits chimiques dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
6	Gestion déversement accidentel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
8	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
10	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.8.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Gestion déversement accidentel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
9	Formation	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont montré que les actions de réduction des risques prescrites ont bien été menées par l'exploitant qui a supprimé l'utilisation et le stockage de nitrate d'ammonium sur le site et réduit à 1m³ l'approvisionnement du process en acide chlorhydrique.

Les zones d'effets toxiques liées à ces substances sont donc réduites voire supprimées et aucun effet léthal ne sort des limites du site. Toutefois, le risque de mélange incompatible doit être mieux pris en compte au regard des évolutions du site.

L'Inspection a pu constater le non-respect de certaines valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux de l'établissement et des fréquences de contrôle qui nécessitent des actions de mise en conformité de la part de l'exploitant.

L'élaboration du plan de défense incendie doit également être finalisée et son efficacité testée via un exercice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation de nitrate d'ammonium et d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des risques
Prescription contrôlée :

En complément des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2018, la société Laboratoires Goëmar, pour l'établissement qu'elle exploite ZAC Atalante sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets :

- cesse toute utilisation et tout stockage de nitrate d'ammonium à compter du 1er janvier 2025 ;
- n'utilise, à compter de la date de notification du présent arrêté, de l'acide chlorhydrique que dans les conditions du porter à connaissance du 13 avril 2023 susvisé complété, à savoir dans un réservoir renforcé de 1000 L au plus doté d'une rétention d'une surface libre maximale de 2,5m³ et à une concentration maximale de 33% dans son emplacement actuel.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs de la bonne réalisation de ces dispositions.

Constats :

L'exploitant confirme qu'il n'y a plus de stockage de nitrate d'ammonium anhydre sur le site, les formulations qui en contenaient ont été modifiées en conséquence.

L'Inspection a pu constater que la cuve de 5m³ d'acide chlorhydrique est toujours présente dans la zone de rétention des stockages vrac du site, mais l'exploitant assure qu'elle est vide et nettoyée. Il n'a pas encore défini si elle serait conservée pour un autre usage ou démantelée.

L'Inspection constate cependant que les affichages « Acide chlorhydrique » sont toujours présents au niveau de cette cuve et de la bouche de dépotage associée.

L'approvisionnement en acide chlorhydrique de la ligne de production est réalisé dorénavant via un GRV renforcé de 1000L placé sur une rétention et positionné à proximité de la rétention des stockages vrac. L'exploitant précise que ce GRV est remplacé plusieurs fois par semaine, il dispose de plusieurs GRV d'avance stockés dans les armoires de stockage des produits acides.

L'Inspection constate que le GRV est relié à la ligne de soutirage d'acide chlorhydrique via un flexible souple et l'exploitant précise qu'un moyen de connexion plus sécuritaire vis-à-vis des personnels du site et de l'environnement est recherché.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit actualiser les affichages présents au niveau des stockages et du poste de dépotage pour tenir compte des modifications d'approvisionnement en « Acide chlorhydrique ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des

services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant a édité rapidement un état des matières stockées sur l'ensemble du site, par zone de stockage et dispose des fiches de données de sécurité des matières dangereuses. Cependant, cet état des stocks n'est accompagné par aucun plan du site qui permettrait de localiser les différentes zones de stockage.

Par ailleurs, ces documents sont facilement accessibles à distance, mais pas tenus en permanence à disposition des services, notamment des pompiers. En cas d'événement sur le site, un cadre d'astreinte se rend sur site sous un délai maximal de 30 minutes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'état des stocks doit être accompagné d'un plan du site permettant de localiser les stockages et mis à disposition des services de secours par un moyen convenu avec eux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stockages des produits chimiques dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions, réservoirs / consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :[...] - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;[...]
Constats : L'EDD Bertin de 2017 liste (p11 à 14) différentes matières premières dangereuses liquides en précisant le type de stockage (cuve alimentée par dépotage, GRV ou bidons) ainsi que la zone de stockage concernée. L'Inspection constate que cette liste n'est plus à jour suite à l'abandon ou l'introduction de certains produits depuis la rédaction de l'EDD précitée ou suite à la modification des conditions de stockage (notamment pour l'acide chlorhydrique comme vu au constat n°1).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de réviser la consigne « produits incompatibles » sur la base de la liste actualisée des matières dangereuses présentes sur le site et d'une matrice d'incompatibilité par zone de stockage, notamment pour les rétentions communes, que les produits soient stockés en vrac, GRV ou bidons. > L'examen de l'incompatibilité des produits pourra s'appuyer sur les informations des FDS et le site internet https://cameochemicals.noaa.gov/reactivity
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockages des produits chimiques dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions, réservoirs / modalités de stockage
Prescription contrôlée : Art. 25-II : ...Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection constate, notamment pour des produits stockés en GRV ou bidons, que la séparation acides/bases appliquée jusqu'à aujourd'hui est incomplète car plusieurs acides, stockés en GRV dans une même rétention sont incompatibles entre eux ; par exemple : acide chlorhydrique / acide lactique, acide chlorhydrique / acide sulfurique, acide sulfurique / acide lactique, acide sulfurique / acide phosphorique...
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Dans le délai de trois mois, l'exploitant s'assure du respect des mesures prévues par la consigne visée dans la fiche de constat précédente pour prévenir tout mélange incompatible, en particulier pour les produits acides dans les zones de stockages GRV et bidons. > <i>Au besoin, le plan associé à l'état des stocks visé à la fiche de constat n°2 devra être revu.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gestion déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargement
Prescription contrôlée : Art. 25-VI-A : Les aires de chargement et de déchargement routier... de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.
Constats : L'aire de déchargement des produits chimiques vrac est reliée par un réseau enterré à une cuve d'avarie d'un volume de 20m ³ (faisant office de rétention) ; elle-même reliée à une cuve aérienne de traitement industriel d'un volume compris entre 15 et 20m ³ , sous réserve de manoeuvrer des vannes.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Gestion déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargement / consigne
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; [...]
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de consigne expliquant clairement ce qui doit être fait en cas de déversement accidentel sur l'aire de déchargement à partir d'une citerne routière afin d'assurer le confinement de matières dangereuses dans ces cuves (fermeture de vannes par exemple).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection sous un délai de 3 mois la consigne relative au déversement accidentel, notamment en cas de déchargement à partir d'une citerne routière ainsi que les éléments permettant de montrer sa bonne appropriation par le personnel (compte-rendu d'exercice par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : <p>L'obligation de regrouper les consignes, plans et procédures incendie au sein d'un document unique « plan de défense incendie » est applicable depuis le 1er juillet dernier.</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose que d'une partie des documents exigés : fiches pratique et fiches d'organisation issues d'un plan d'urgence non finalisé daté de 2019 et d'une ébauche de plan d'opération interne datée de 2017.</p> <p>Ces documents ne sont toutefois pas à jour et ne reflètent plus la situation actuelle du site : par exemple le plan des stockages de produits et matières dangereuses indique toujours la cuve d'acide chlorhydrique de 5m³ dans la rétention et le stockage de nitrate d'ammonium de 6 tonnes).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour compléter le plan de défense incendie de l'établissement et de le transmettre à l'Inspection des installations classées ainsi qu'au SDIS (service prévision) avant le 31 décembre 2025.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que ce plan de défense incendie doit comporter l'ensemble des points prévus par la réglementation (cf. ci-dessus) et, notamment :

- le schéma d'alarme et d'alerte avec la description précise de l'ensemble des actions à mener avant l'arrivée des secours et la désignation des personnels chargés de les réaliser,
- les modalités de formation des personnels au regard des rôles attribués ci-dessus
- un plan de situation des réseaux d'eau et de collecte des eaux avec notamment les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie
- les modalités d'accès aux fiches de données de sécurité des substances dangereuses présentes sur site

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : (...) Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)
Constats : Un exercice plan d'urgence a été réalisé le 23 mai 2019, le compte-rendu de cet exercice transmis à l'Inspection. Il n'y a pas eu de renouvellement de cet exercice depuis l'élaboration du PDI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant de réaliser un exercice permettant de tester l'appropriation du plan de défense incendie par le personnel. Cet exercice sera réalisé sur la base d'un scénario défini à l'avance et fera l'objet d'un compte-rendu permettant d'établir un plan d'actions à partir des points forts et axes de progrès identifiés. Le compte-rendu d'exercice et le plan d'actions seront transmis à l'Inspection des installations classées avant le 1er janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre est délivrée à tout nouvel arrivant sur le site (y compris les intérimaires) lors de l'accueil sécurité. Le plan du site, les consignes et points d'évacuation, les zones de dangers, les EPI font notamment partie des informations abordées à cette occasion. Une formation à l'emploi des extincteurs a été réalisée début 2024 par le CNPP pour l'ensemble du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.8.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective			
Prescription contrôlée :			
<p><i>Sous réserve de dispositions plus contraignantes fixées par la convention de rejet, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies ci-dessous.</i></p> <p><u>Débits maximums autorisés</u></p>			
Débit de référence		Rejet n°1	
Volume annuel		26 200 m ³ /an	
Débit maximal journalier		125 m ³ /j	
Débit maximal horaire		de 06h30 à 21h00 : 8 m ³ /heure de 21h00 à 06h30 : 15 m ³ /heure	
<u>DCO, DBO5, MES, Azote, Phosphore et Chlorures</u>			
Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1	
Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier		
DCO	1314	9 500 mg/L	
DBO5	1313	4 700 mg/L	
MES	1305	850 mg/L	
Azote global (en N)	1551	180 mg/L	
Phosphore total (en P)	1350	50 mg/L	
Chlorures (Cl-)	-	4 500 mg/L	
<u>Substances caractéristiques des activités industrielles</u>			
Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Flux maximal journalier

Indice phénols	108-95-2	1440	3 g/l
Indice cyanures totaux	57-12-5	1390	1 g/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	1 g/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	5 g/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	5 g/l
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	5 g/l
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	5 g/l
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	20 g/l
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	10 g/l
Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	20 g/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	20 g/l
Composés organiques halogénés (en AOX)	-	1106	30 g/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	100 g/l
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	150 g/l

Autre substance dangereuse

Néant

Constats :

Aucun résultat d'autosurveillance des rejets aqueux n'a été saisi dans GIDAF depuis juillet 2024.

L'exploitant indique que les mesures des rejets aqueux ont bien été réalisées mais qu'elles n'ont pas fait l'objet de saisie dans GIDAF, notamment en raison de l'absence de responsable HSE (un recrutement est en cours).

Les cadres GIDAF ont été mis à jour pour tenir compte des modifications de valeurs limites d'émissions prescrites par l'arrêté préfectoral du 24/10/2024.

L'exploitant a transmis les résultats de surveillance de juillet 2024 à avril 2025 sous format de tableau. Ceux-ci présentent depuis octobre 2024:

- des dépassements récurrents et notables en DCO en concentration uniquement (par exemple concentration mesurée à 16 600 mg/l le 7 février 2025 pour une valeur limite d'émission prescrite de 9 500 mg/l, la valeur limite en flux est respectée),
- un dépassement de la valeur limite d'émission pour l'azote global suite à l'analyse du prélèvement réalisé dans les rejets aqueux de l'établissement le 25/02/25 (concentration mesurée à 407,7 mg/l pour une valeur limite d'émission prescrite de 180 mg/l),
- un non-respect de la périodicité de mesure hebdomadaire en DBO5 (mesure mensuelle)

- voire absente) et quelques dépassements en concentration,
une absence de mesure trimestrielle en zinc et cuivre.

L'exploitant ne propose aucune action corrective suite à ces dépassements, sauf pour le mois d'avril 2025 où il annonce isoler les eaux de rinçage (responsables selon lui de ces dépassements) en GRV pour destruction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit sous un délai de 3 mois respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux de l'établissement et les fréquences de surveillance de ces rejets.

L'exploitant doit sous 1 mois saisir l'ensemble des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux de 2024 et début 2025 en précisant les actions correctives engagées en cas de dépassement des valeurs limites d'émissions autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois